



uniterre

LE MENSUEL AGRICOLE INDEPENDANT

Marché du porc

Sommes-nous en 1960?

Trois francs par kilo...c'est le prix pour les porcelets de 20 kilos concédé ces jours aux producteurs. Alors qu'il devrait se situer autour de 6.50.-/kg pour couvrir les coûts. Pour les engraisseurs, le prix du porc à 80 kilos est de 3.10.-/kg (poids mort). Il y a cinquante ans, le même porc se vendait 3.-/kg, poids vif... Les porcs, malgré ces prix, s'écoulent mal. Du coup, les poids dépassent les normes et les producteurs subissent encore une réduction de prix!

Aujourd'hui, la situation du marché du porc peut être décrite comme catastrophique! Comment en sommes-nous arrivés là? Certains évoquent la forte hausse de productivité des truies. Ou le fait qu'en raison d'investissements majeurs pour agrandir leurs unités de production, les producteurs sont «contraints» de produire afin de faire face à de trop nombreuses charges: remboursement de la dette, paiement des salaires des employés engagés lors de l'agrandissement, coûts de l'énergie, affouragement. Bref, les grandes structures ont, à n'en point douter, beaucoup moins de souplesse que les plus petites pour s'adapter au marché. Mais ces dernières ont disparu sous la pression et ce n'est plus elles qui pourront faire tampon en arrêtant leur atelier porcin. Dans ces conditions, est-ce que l'appel de Suisseporcs pour réduire de 10% la production de truies peut être entendu? Selon certains producteurs, si la solidarité fonctionnait, le problème pourrait être surmonté en six mois. A l'heure actuelle, Suisseporcs n'a pas les moyens d'obliger les producteurs à réduire leur production. Toute gestion stricte des quantités a jusqu'alors été refusée par Suisseporcs avec l'argument que le marché était en mesure de réguler à lui seul les quantités. D'autres soulèvent la problématique du tourisme alimentaire qui



Les truies également mises en cause pour leur trop forte productivité....

Photo Agridea

a encore été accentué -particulièrement dans le secteur carné- depuis la crise du franc fort. Les producteurs pointent ici du doigt les transformateurs et les distributeurs qui n'ont pas répercuté la baisse vertigineuse des prix vers les consommateurs. Quelle sera la réaction de Manfred Bötsch, ancien directeur de l'OFAG et nouveau membre de la direction de Micarna, sur ce dossier? La différence est telle à l'étalage qu'il est difficile de ne pas résister à la tentation. Les paysans appellent néanmoins les consommateurs à faire preuve de responsabilité. Les normes de production dans le secteur porcin sont largement plus élevées que chez nos voisins et expliquent en bonne partie la différence qui demeure entre le prix à la production en Suisse et en Europe.

Dans ce contexte de surproduction, où les importations de viande semblent jouer

encore un rôle secondaire, quel rôle joue la Fenaco? Selon des informations reçues, elle aurait largement encouragé des producteurs à transformer des étables en rings de mise-bas avec l'aide de crédits avantageux et un engagement à long terme; il y a peu de temps encore. Les porcelets sont alors revendus à vils prix par Fenaco à des engraisseurs qui recevraient un soutien financier pour l'engraissement. Afin d'écouler des aliments importés par Fenaco à prix dérisoires? Par après, les porcs sont acheminés vers les abattoirs par Anicom SA. Si cela se confirme, est-ce bien raisonnable de la part d'une coopérative appartenant aux paysans? Après une intégration de la filière volaille, celle des porcs est quasi achevée. Sachant que Fenaco importe toute une palette de marchandises, dont de la viande, il y a de quoi frémir...



Politiques

CH et UE

Page 2



Semences

UPOV en cause

Page 3



Entretien

Alexandre Delisle

Pages 4 et 5



Procès Uniterre

Bulle, 8 nov. 8h30

Page 8

POLITIQUE AGRICOLE - ÉLECTIONS FÉDÉRALES

Parmi les 276 signataires du pacte Uniterre, 31 ont été élu-e-s ce 23 octobre 2011

Uniterre félicite les 31 élu-e-s qui ont signé le pacte d'Uniterre. Ce chiffre ne tient pas compte des «viennent ensuite» qui pourrait être élu-e-s suite au deuxième tour du Conseil des États. Dès à présent, nous allons prendre contact avec eux pour leur soumettre un certain nombre de dossiers sur lesquels le Parlement peut avoir une influence directe. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de cette collaboration inter-partite. Vous trouvez ci-dessous les élu-e-s.

Berne	
Teuscher Franziska	Les Verts
Bâle campagne	
Graf Maya	Les Verts
Fribourg	
Berset Alain, Levrat Christian Piller Carrard Valérie Steiert Jean-François	Parti Socialiste
Genève	
Barthassat Luc	PDC
Poggia Mauro	Mouv. cit. genevois

Cramer Robert Hodgers Antonio Leuenberger Ueli	Les Verts
Maury Pasquier Liliane Roth-Bermasconi Maria Sommaruga Carlo	Parti Socialiste
Jura	
Fridez Pierre-Alain	Parti Socialiste
Gschwind Jean-Paul	PDC
Neuchâtel	
Berberat Didier	Parti Socialiste
John-Calame Francine	Les Verts

Valais	
Buttet Yannick, Darbellay Christophe	PDC
Freysinger Oskar	UDC
Reynard Mathias	Parti Socialiste
Vaud	
Amarelle Cesla Savary Géraldine Voruz Eric	Parti Socialiste
Chevalley Isabelle	Verts'Libéraux
Grin Jean-Pierre	UDC
Neirynek Jacques	PDC

Recordon Luc Thorens Goumaz Adèle	Les Verts
Zürich	
Glättli Balthasar	Les Verts

Socialistes (13), Les Verts (9), PDC (5), verts libéraux (1), MCG (1), UDC (2)

L'UE doit tracer des perspectives d'avenir aux paysans et aux jeunes

La Commission Européenne l'avait annoncé dès novembre: malgré l'aggravation des crises globales et les défis auxquels l'agriculture européenne fait face, elle ne changerait pas le cadre néolibéral dans lequel s'inscrit la Politique Agricole Européenne (PAC) depuis 30 ans. Laisser les marchés entre les mains de la spéculation, montre que nos institutions européennes obéissent à d'autres intérêts qu'à ceux des paysans et des consommateurs.

Si la proposition de la Commission est sans surprise vis-à-vis des marchés, la Coordination Européenne Via Campesina (ECVC) s'étonne par contre que les avancées annoncées en matière de meilleure répartition et utilisation des paiements directs ne soient pas concrétisées par des propositions instrumentales crédibles. Des objectifs louables quant au plafonnement, au verdissement, au soutien aux petites exploitations, aux agriculteurs actifs,... il ne reste pas grand chose.

ECVC s'emploiera dans les mois prochains auprès du Parlement Européen et du Conseil, codécideurs de la réforme PAC, et auprès de la Commission Européenne, à modifier le contenu de ces propositions afin de créer un cadre cohérent à la politique agricole et de garantir aux millions de paysans d'Europe des perspectives d'existence dignes et durables. Ci-dessous, voici quelques réactions sur les points-clés.

Les crises sectorielles agricoles à répétition ont montré que sans régulation au niveau de la production et des marchés, sans instruments pour empêcher les excédents structurels ou les pénuries, on ne peut stabiliser les marchés. Or c'est une des priorités données à la PAC par le

traité de Lisbonne. Pourtant il n'y a rien dans la proposition de la Commission, qui ici défend les intérêts de l'industrie, des centrales d'achat/supermarchés et des import-exportateurs.

Par ailleurs, ne vouloir traiter la volatilité des prix qu'en aval par des systèmes d'assurance, c'est privatiser la gestion des marchés et financer publiquement les compagnies d'assurance, en faisant payer aux producteurs et aux contribuables les dégâts de la dérégulation.

ECVC s'oppose à la suppression des droits de plantation de vigne en 2016, qui ne ferait que concentrer encore davantage la production. D'ailleurs les États membres viticoles sont opposés à cette interdiction. Il en va de même de la suppression des quotas sucriers et des quotas laitiers, qu'il faut améliorer au lieu de les supprimer. La maîtrise de la production, pour tous les secteurs, est une condition nécessaire à la stabilisation des marchés et à des prix agricoles justes et suffisamment stables.

En ce qui concerne les paiements directs, ECVC estime qu'il faut limiter les paiements directs aux agriculteurs actifs, mais la définition qui propose la Commission est trop laxiste. Il faut augmenter le seuil, proposé à seulement 5%. ECVC rejette le paiement par hectare et défend le paiement par actif. Le paiement par ha, découplé de la production, a des effets pervers sur le prix du foncier agricole et offre une rente aux propriétaires. Ce positionnement est notamment issu des disparités énormes en terme de répartition des paiements directs. ECVC se félicite de l'abandon de la référence historique pour les paiements directs mais estime que la date de 2019 est trop éloignée. Jusqu'à maintenant, aucun plafonnement des paiements n'existait dans la PAC, à

la différence de la Suisse. Si elle salue cette introduction, ECVC estime que les plafonds sont bien trop élevés. Ils doivent être abaissés pour dégager plus de fonds en faveur des petites exploitations et des régions/secteurs défavorisés.

Afin d'encourager la diversification, ECVC appelle de ses vœux la mise en œuvre de normes spécifiques pour la transformation des produits agricoles à petite échelle à la ferme ou en artisanat local. Les normes actuelles sont beaucoup trop calquées sur les réalités industrielles.

ECVC espérait également des avancées plus significatives en faveur d'une agriculture plus économe en intrants et en énergie, qui stoppe la baisse de la matière organique des sols et contribue ainsi à diminuer le réchauffement climatique. Elle attendait des propositions concrètes qui stoppent le développement de l'élevage industrialisé (porc, volaille, lait, lapin,...) et d'autres modes trop intensifs de production, comme dans la vigne, les fruits & légumes. Elle regrette par exemple que la rotation obligatoire soit oubliée et remplacée par des seuils très bas de diversité des cultures permettant tous les abus. Elle déplore également que la Commission n'ait pas intégré une obligation d'inclure des légumineuses dans les rotations, là où elles peuvent être cultivées. Ceci alors que l'Union est dépendante à 75% des importations. Enfin, si le fait d'interdire de retourner les prairies permanentes est une bonne chose, la date fixée pour 2014 risque de provoquer un vaste retournement avant cette date. Par ailleurs, il aurait été souhaitable d'aller vers une augmentation et non une stagnation des prairies permanentes.

Coordination européenne Via Campesina

Jusqu'à quand la PAC néolibérale va-t-elle tuer l'agriculture paysanne et vider les campagnes?

En seulement huit années, l'UE a perdu 3 millions d'exploitations! Dans certains pays d'Europe centrale ou balte, la chute est très forte, jusqu'à 47% en Estonie. Favorisée par les primes PAC à l'ha ou historiques sans plafond, par des prix agricoles souvent en dessous des coûts de production, des normes industrielles non adaptées à l'agriculture paysanne, et par la lourdeur des obligations administratives, la concentration des exploitations a exclu du marché et du métier tant de paysannes et de paysans et fermé l'horizon de tant de jeunes voulant s'installer. Aujourd'hui, beaucoup de jeunes ruraux et urbains veulent devenir paysans, c'est à dire des producteurs alimentaires pour nourrir la population, pas des producteurs de matières premières à bas prix pour nourrir l'industrie et la grande distribution. Il ne faut pas moins, mais plus de paysans. L'idée que les structures agricoles doivent être toujours plus grandes, que la «restructuration» est nécessaire, qu'il y a toujours des économies d'échelle, est une vision économique simpliste qui ne prend pas en compte de nombreux coûts, sociaux, environnementaux, de santé publique, externalisés en général vers les contribuables et les citoyens. Il ne s'agit pas de figer les structures telles qu'elles existent, issues de 50 ans de productivisme. Mais il faut inverser la tendance actuelle au vieillissement des agriculteurs en créant une politique agricole qui dynamise l'installation en traçant des perspectives économiques, foncières, sociales favorables.

Après le productivisme et la restructuration, l'heure est à l'agriculture paysanne de la PAC.

ECVC

SEMENCES

Première manifestation devant l'UPOV

Le 20 octobre dernier, des délégués de la Coordination européenne Via Campesina et d'Uniterre ont manifesté pour la première fois devant l'Union internationale pour la protection des obtentions végétales (UPOV) qui fêtait son 50^{ème} anniversaire.

Près de 100 manifestant-e-s, membres d'organisations paysannes et citoyen-ne-s engagé-e-s, se sont réunis en face de l'UPOV (Union Internationale pour la Protection des Obtentions Végétales), pour protester à l'occasion du cinquantième anniversaire de l'institution. Leur mot d'ordre était «Pour la reconnaissance immédiate du droit des paysan-ne-s de ressemer et d'échanger librement leurs semences, les protéger de la biopiraterie et des contaminations par des gènes brevetés. Non à la mainmise des multinationales semencières, au COV de 1991 et à toute forme de brevets sur les plantes, les parties de plantes, leurs gènes ou les procédés d'obtention».

Des paysan-ne-s de France, Belgique, Allemagne, Autriche, Italie, Espagne, Turquie, Angleterre et Norvège étaient présents. Des paysan-ne-s genevois complétaient la délégation représentant la diversité européenne unie face à l'UPOV.

L'UPOV: coupable d'opacité et de parti pris

Depuis 2010, la Coordination européenne Via Campesina et APBEBES (une coalition d'ONG -dont la «Déclaration de Berne»- souhaitant une sélection des plantes au bénéfice de la société) ont obtenu le statut d'observateur à l'UPOV; de haute lutte. Il n'en reste pas moins que l'UPOV déroule le tapis rouge aux grands groupes semenciers et que ce sont les seuls à avoir une réelle possibilité d'orienter les décisions. Le comité consultatif, par exemple, n'est pas ouvert aux observateurs et très peu de documents sont accessibles au public. Le site internet sommaire en est une illustration frappante...

APBEBES demande avec vigueur que l'UPOV fasse sa mue et devienne plus transparente; les méthodes de travail actuelles sont d'un autre âge... Les ONG estiment que la force des groupes semenciers doit être contre-balançée par une réelle présence des paysans et de la société civile. «L'UPOV doit rendre son travail public et adhérer aux standards internationaux de transparence et de bonne gouvernance dans la même ligne que ce que certaines autres organisations internationales ont accompli ces dernières années» a déclaré François Meienberg de la Déclaration de Berne.

Pour preuve du malaise de l'UPOV face au manque de représentativité des paysans en son sein, nous avons assisté à un vent de panique de l'UPOV les jours précédant la manifestation: leur conférence de presse officielle a été déplacée du bâtiment de l'OMPI à celui de l'ONU, les cafétérias ont été

fermées entre midi et quatorze heures et les délégués ont été priés de ne pas sortir du bâtiment pendant la manifestation qui se déroulait de 11h30 à 14h. Plusieurs fourgons de police étaient parqués dans le quartier à la demande de l'institution. Bref, une mobilisation totalement disproportionnée de l'UPOV qui démontre son manque de liens avec les réalités... et qu'elle a peut-être quelque chose à se reprocher.



Guy Kastler, délégué européen à la commission semences de Via Campesina offre des semences aux receleurs: Pierre Vanek, Robert Cramer, Philippe Sauvin et Clément Toluso.

Les paysans expropriés

Depuis la Convention de l'UPOV de 1991, les droits des paysans à ressemer et échanger leurs semences ont largement été réduits au profit des groupes semenciers. Olivier de Schutter, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à l'alimentation a souligné dans un récent rapport les risques que ce type de réglementations fait courir aux systèmes informels d'échange de semences. Elles affaiblissent de fait la sécurité alimentaire et la biodiversité. Il a encouragé les États à développer leur propre système de protection des semences en tenant compte des droits des paysan-ne-s et des besoins spécifiques de chaque population.

«En ce qui concerne les semences, la situation est depuis longtemps intolérable pour les paysans, et cela risque encore d'empirer. Le problème soulevé ici touche en réalité l'ensemble des citoyens, puisque la question de l'accès, la libre reproduction et l'échange de semences par les paysans est le seul moyen d'éviter que les multinationales, par l'intermédiaire de l'UPOV, ne s'approprient et privatisent par les semences toute la chaîne alimentaire, et donc le vivant», a dit Rudi Berli d'Uniterre.

«Le droit des paysan-ne-s de ressemer et d'échanger leurs semences de ferme est pourtant indispensable à l'adaptation des cultures aux changements climatiques et à l'adaptation locale qui permet seule

de diminuer l'usage des engrais et des pesticides chimiques. Il est le garant de la sécurité du stock semencier, et donc de la sécurité alimentaire. Par ailleurs, depuis de trop nombreuses années, les groupes semenciers se sont servis gratuitement dans nos champs, se comportant comme des biopirates. Et ce serait à nous de les indemniser avec des royalties? C'est tout simplement inacceptable» a déclaré Guy

Kastler de la Confédération paysanne française et délégué pour l'Europe à la commission biodiversité et semences de La Via Campesina.

«Les paysans et paysannes ont toujours gardé une partie de leur récolte pour la ressemer et l'échanger entre eux. Que l'UPOV le veuille ou non, ils et elles vont continuer à le faire. Il en va de l'avenir de l'agriculture, de la paysannerie et des générations futures. Le droit de garder, semer, et échanger les semences est la base permettant la réalisation de la Souveraineté Alimentaire», a ajouté Josie Riffaud, du comité de la Coordination européenne Via Campesina.



Illustration symbolique de la diversité.

«Je suis fier d'être receleur! Je prends cette tâche à coeur»

Des sachets de semences «illégaux» ont été distribués et ces dernières semées aux alentours afin d'illustrer les causes de leur combat. Elles sont illégales car aucune royalties n'est payée aux groupes semenciers. Un petit texte était imprimé

sur le sachet: «Ces graines appartiennent à une variété paysanne. L'agriculteur qui les a récoltées devient cependant un contrefacteur s'il les sème sans payer de royalties à l'industrie semencière. Il est interdit d'échanger, de donner ou de vendre ces semences. Celui qui les conserve peut être poursuivi pour recel».

Les personnes ayant accepté ces semences sont donc aujourd'hui considérées comme «receleuses». Afin de marquer politiquement cette action, un certain nombre de candidat-e-s aux élections fédérales du 23 octobre 2011 ont été invités à porter l'habit du receleur. Pierre Vanek, Philippe Sauvin (solidaritéS), Robert Cramer, Clément Toluso et Anne Mahrer (Les Verts) font partie de ceux qui ont accepté des sachets de semences. Ils ont tous appelé à garantir le droit des paysans à avoir accès aux semences.

Un arbre symbolique

Pour les organisateurs de ce rassemblement, il était important qu'un témoin de cette action reste sur le terrain. Les paysan-ne-s genevois ont donc planté un porte greffe de poirier sur la plate-bande devant l'institution afin de symboliser le fait que les paysans y détiennent désormais le statut d'observateur. Il sera greffé avec un poirier à rissoles le 17 avril prochain, journée internationale des luttes paysannes. La poire à rissole, bien connue des genevois-e-s représente également l'agrobiodiversité que nous souhaitons conserver. Cet arbre est maintenant sous la protection de la Ville de Genève, propriétaire de cette plate-bande.

Valentina Hemmeler Maïga



L'arbre vigile qui surveillera le travail de l'UPOV. Au fond, la 5^{ème} receleuse, Anne Mahrer.

VIE DU SYNDICAT: L'ENTRETIEN

Ce n'était plus possible d'investir dans le troupeau, j'ai donc arrêté le lait!

Lors des grèves du lait, Alexandre Delisle était au front avec plusieurs de ses collègues producteurs. Ce combat pour des prix équitables, il l'a embrassé lorsqu'il a réalisé qu'être passionné par son métier ne suffit pas pour en assurer l'avenir. Avec le soutien de sa famille, il s'engage pour la souveraineté alimentaire, participe assidûment à la commission lait d'Uniterre et parcourt l'Europe à plusieurs reprises pour rencontrer d'autres producteurs de lait, membres de l'European Milk Board.



Alexandre Delisle et la vache Justine: une manière d'affirmer ses convictions.

Malgré cet engagement exemplaire, Alexandre reste lucide: avec les baisses du prix du lait industriel annoncées ce mois d'octobre, son atelier lait n'est plus rentable. L'investissement pour reformer un troupeau n'est plus supportable. Il a décidé d'arrêter cette production pour sans doute rebondir sur d'autres activités, notamment celle qu'il aime, à savoir la vente directe!

Depuis plusieurs années, tu te bats pour la filière laitière, qu'est-ce qui t'a fait prendre cette décision d'arrêter?

Pour produire la totalité des quantités de lait que j'avais dans mon contrat, je devais investir cet automne entre vingt et trente mille francs. Avec la baisse de prix annoncée pour le 1^{er} novembre, j'ai fait mes calculs. Pas moyen de m'en sortir. Ma motivation a fortement baissé. J'ai donc pris cette décision qui semble bien irréversible.

De plus, en travaillant à l'extérieur, je me suis vite aperçu qu'en comparant les salaires horaires d'autres corps de métier, celui de la production laitière était bien trop indécent. J'ai récemment fait mes calculs: pour le travail agricole, la main d'oeuvre familiale -moi compris- retire un salaire horaire de 9 francs! Pour nos activités annexes nous atteignons 45.-. Je ne pouvais plus continuer à perdre de l'argent tout en travaillant comme un fou et en ayant les responsabilités d'un patron. Il a fallu trancher, je l'ai fait! Cela ne veut pourtant pas dire que mon combat pour des prix équitables va s'atténuer, au contraire!

Justement, tu t'engages fortement pour cette revendication des producteurs de lait, quelles sont tes motivations?

Je crois que la filière laitière est centrale en Suisse. C'est le pilier de l'économie agricole du pays. C'est celle aussi qui demande le plus d'investissements et c'est souvent pour cette branche de production que beaucoup de familles paysannes se sont endettées. C'est donc une filière très sensible. Il est donc important que cette production puisse être rentable, surtout quand on connaît les chiffres d'affaire et les marges dégagées des entreprises alimentaires qui profitent de la filière en amont et en aval des paysans. Pour elles, le lait est une mine d'or! Il devrait être logique et important que l'ensemble de la filière puisse vivre correctement. Le problème est que l'industrie s'imagine qu'elle pourra toujours avoir du lait suisse de la qualité avec des prix aussi bas. C'est de la foutaise mais c'est à nous de le dire, sinon les distributeurs vont continuer leur marketing à coup de millions tout en se préoccupant finalement très peu de la réalité du terrain.

De plus en plus, je pense que l'avenir des paysans passera par les consommateurs. Ce sont eux qui finalement vont acheter nos produits. Il faut donc que nous, paysans, les informions de ce qui se passe réellement dans les campagnes. Par des actions qui touchent et interpellent. Les organisations professionnelles traditionnelles ne font pas ce travail salutaire. C'est donc notre rôle à Uniterre. Les paysans ne

doivent pas chercher une rémunération, mais une bonne rémunération. Ce n'est donc pas 20 Frs de l'heure qu'il faut obtenir, mais 45 Frs. Et encore, il existe peu d'indépendants qui acceptent de travailler à ce tarif.

Dans mon village, il y a encore quelques années nous étions cinq familles paysannes. Aujourd'hui nous ne sommes plus que trois. La dernière qui élevait des vaches laitières, c'était la notre. La laiterie a fermé en 2004. Mes collègues se sont associés ou recyclés dans l'engraissement ou ont simplement arrêté la production animale. Ce phénomène se produit partout, dans tous les villages en Suisse comme en Europe. En quelques années, un pan entier de l'économie et de la vie locale est parti en fumée.

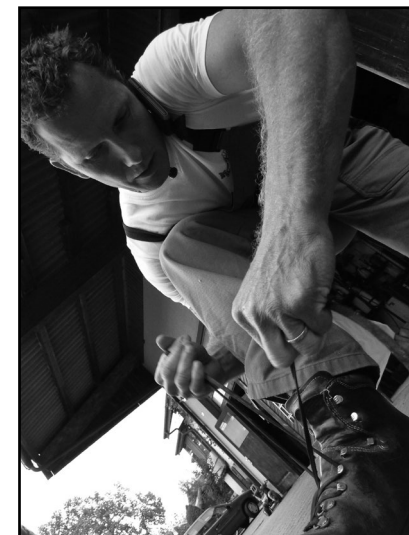
Le consommateur, tu le connais assez bien puisque tu pratiques la vente directe de viande et de différents produits depuis un certain temps déjà, non?

Cela fait quelques années que je vends de la viande en directe. J'y consacre du temps et j'aime cela. Au début, il faut se faire une clientèle. Pour cela il faut non seulement proposer un produit de la bonne qualité et l'histoire qui va avec. La tradition, les recettes, les animaux de la ferme, les saveurs, l'élevage et l'affouragement traditionnel sont des critères importants que la grande distribution ne peut proposer! Il faut également que cela soit pratique, à la fois pour mon client et pour moi. Par exemple, il y a peu de consommateurs qui possèdent les capacités de congélation suffisantes pour bien stocker un demi ou un quart de bête. Avec mes collègues bouchers Frédéric Bader et Patrick Waser de La Campagnarde (voir encadré), je propose donc des cartons de 20 kilos sous vide dans lesquels on retrouve une diversité de morceaux. Cela convient bien. Aujourd'hui je vends environ 70 cartons de viande bovine par année pour 50 clients et quelques dix cartons de viande de porc. Tout est vendu sur ma ferme. Je ne propose pas du porc toute l'année. Seulement d'octobre à mars. Pour lancer ma «saison du porc», je fais des petits événements apéro sur la ferme. J'y organise quatre marchés les vendredi soir et samedi matin. J'y propose mon porc mais aussi l'ensemble de mes produits transformés, comme les traditionnelles saucisses à rôti ou

aux choux, fumées à l'ancienne! J'en profite également pour proposer les viandes séchées de bovins, les merguez et schublig, des pommes de terre, le fromage de l'alpage de Jaman, cuit au feu de bois et le fromage à raclette d'Eric Ramseyer. Cette année, j'en ai profité pour faire une belle résinée.

Je n'ai pas de contrat avec mes clients. Je dois donc régulièrement relancer et sans cesse renouveler ma clientèle! Je fais cela souvent directement par téléphone, SMS ou mail. Cette pratique me laisse une plus grande flexibilité d'abattage, car je ne tue que lorsque la bête est quasiment vendue. C'est passablement de travail mais cela en vaut clairement la peine tant moralement que financièrement.

Sur un animal qui me fournit 300 kg de viande, je fais un chiffre d'affaire d'environ 4500 Frs, duquel je dois enlever environ 1000 Frs de frais de boucherie. Il me reste 3500 Frs pour mon travail et mon salaire. Largement plus, sans pour autant être excessif, que dans les grande filières.



Actif, sollicité, disponible: répondre en tout temps au téléphone...

Alexandre, de par tes activités au sein d'Uniterre, bien des producteurs te connaissent, mais peu connaissent ton exploitation, peux-tu nous la présenter?

Avant de présenter mon outil de travail, je pense que la grandeur d'une exploitation n'est pas le seul critère qui permet la viabilité économique d'une entreprise. Pourtant, cette idée est bien présente dans la tête de nombreux jeunes qui sortent de nos écoles, surtout chez

L'ENTRETIEN

les filles ou fils d'agriculteurs. J'en sais quelque chose puisque j'enseigne à Granges-Verney. Même moi j'y ai cru. Cependant, en côtoyant d'autres paysans, des jeunes formés, parfois venant d'autres milieux professionnels, on se rend compte qu'une entreprise, même petite, peut tout à fait s'en sortir si elle obtient des prix équitables. Cette revendication est donc pour moi un véritable défi qu'il faut absolument surmonter. C'est la seule lueur d'espoir que l'on peut fournir aux jeunes paysans qui façonneront le paysage agricole de demain.



Alexandre et ses produits transformés.

Pour en revenir à ma ferme, avec ma petite famille et mes parents, nous travaillons un domaine de 67 ha, dont 43 ha sont en location. Jusqu'à ma décision d'arrêter le lait, j'avais 208'000 kilos de lait sur mon contrat avec Prolait, 25 vaches laitières en production ainsi que la remonte. Nous élevons également une douzaine de porcs et des vaches à deux fins pour la vente directe.

Jusqu'en 2009, date de la libéralisation des quotas laitiers, j'étais associé à un collègue paysan. Nous livrions directement à l'entreprise Crémo. Depuis, nous nous sommes séparés. Je suis parti à Prolait et lui est resté fidèle à l'entreprise.

En moins de 20 ans, la production laitière de la ferme a quasiment quadruplé, pour finalement ne plus être rentable aujourd'hui. C'est rageant!

La ferme est située à Ferlens, un petit village de 350 âmes, proche d'Oron. Ma femme et moi avons un enfant, qui a déjà fait ses armes de militant, puis qu'il a passé dans l'Illustré, lors d'une des révoltes paysannes. Mes parents sont encore actifs et me donnent de bons coups de main. Nous formons également un apprenti par année. Comme dans beaucoup d'exploitations, ma femme s'occupe de la gestion du domaine. Elle se forme en plus pour être monitrice d'auto-école. Au niveau des cultures, 20 hectares sont emblavés en céréales, 7 hectares en colza, 3 hectares en pommes de terre, 4 hectares en maïs et 1,5 hectare de jachère florale. Pour les animaux, j'entretiens 10 hectares de prairies naturelles et 21,5 hectares en prairies extensives. Une bonne partie des prairies extensives et la jachère florale sont en réseau agro-écologique.

Vente directe, réseau agro-écologique...tu t'adaptes aux volontés des citoyens finalement! Qu'en est-il de tes engagement hors Uniterre?

Je suis président du comité de pilotage d'un réseau agro-écologique qui regroupe les villages de Ferlens, Les Cullayes, Essertes, Servion et Mezière. 90% des producteurs y ont adhéré. Près de 100 ha sont en réseau. Actuellement nous négocions l'entretien du réseau. Il est important que cela se fasse par les producteurs.

J'enseigne également à l'école d'agriculture de Granges-Verney, dans les branches industrie laitière et dans les cours inter-entreprises. Cela représente en tout une centaine de périodes par année.

Je suis également président de la société coopérative agricole de la région Oron. Cela me permet de me plonger dans la réalité des marchés et des pratiques dans ce domaine. Nous discutons d'ailleurs des moyens à mettre en œuvre pour favoriser la vente des produits régionaux.

Je fais également quelques travaux pour des tiers (battage, balles rondes, travaux du sol), cela me permet de rentabiliser mes machines et surtout de rencontrer des paysans d'ici pour garder des liens professionnels.

Je développe également la vente directe de paille et de foin pour des manèges. Je propose des livraisons sur demande. C'est de plus en plus demandé. Je suis également engagé au Conseil général de ma commune et en renfort pour les pompiers de la région d'Oron. Cette dernière activité me prend environ 200 heures par année.

Finalement, que penses-tu d'Uniterre? Qu'est ce que cela t'apporte?

Pour moi, Uniterre est d'abord un grand groupe de productrices et de producteurs dans lequel il est possible de faire le point sur l'état de notre métier et d'élaborer des stratégies communes pour l'améliorer. Seul il est difficile de faire bouger les choses. A plusieurs c'est différent. C'est important pour nous que nous puissions nous retrouver entre copains pour parler de nos difficultés. Cela permet de verbaliser nos problèmes et d'alléger notre esprit tout en trouvant des solutions ensemble. La commission lait a cette force: amitié et professionnalisme. Uniterre me permet également d'avoir des contacts avec des producteurs dans toute l'Europe. Parfois, les membres d'Uniterre sont perçus par d'autres producteurs comme des marginaux, des excentriques. Cela ne me dérange pas plus que cela. Car les marginaux ont toujours fait avancer les choses. Les moutons n'ont que rarement des idées novatrices. Je suis persuadé que nos idées sont justes, mais elles dérangent...Dès lors nous sommes souvent catalogués!

Que penses-tu de la défense professionnelle agricole?

Chacun doit avoir sa place et surtout travailler à la défense de ses membres. Sur ce dernier point, Uniterre a largement une longueur d'avance car les objectifs et les cahiers des charges sont élaborés et discutés entre paysans. Le processus démocratique et participatif est respecté. Les paysans ont un véritable pouvoir à Uniterre. Ils peuvent s'exprimer! Le plus frustrant c'est le manque de moyens financiers pour la réalisation de ces objectifs. Cela va sans doute changer ces prochaines années car le comité d'Uniterre a pris des décisions courageuses. Je m'en réjouis.

Dans les autres structures j'ai parfois l'impression que les objectifs de défense professionnelle sont différents de ceux des membres et que les pressions de la base ne remontent jamais jusqu'en haut. Un exemple: malgré la situation catastrophique de la filière agricole en général et laitière en particulier, personne ne remet en cause les responsables alors que certains directeurs étaient en campagne électorale et y ont investi énormément de temps! Pour moi, il serait temps que des personnes plus charismatiques, au fort leadership, prennent les choses en main! Un coup de balais serait probablement nécessaire.

De plus nous avons fait des propositions pour réorganiser la FPSL, mais elles sont restées lettre morte! Jusqu'à quand?

Propos recueillis par Nicolas Bezençon

Metrabol
Bolus après-vêlage
Nettoyage et tonus

Taritral
TARIR avec la nature
sans antibiotique

Ovulitral
Le geste
FERTILITÉ

LGC SA
1627 Vaulruz

www.altagenetics.ch 026 913 79 84

Première rencontre nationale sur l'accès à la terre
Samedi 5 novembre, de 10h15 à 16h. Humanus Haus, Beitenwil, Rubigen
(accès transports publics, gare Worb SBB)

Objectifs: échanges d'informations et d'expériences sur la réalité suisse. Quelles actions sur le terrain et le plan politique peut-on mener en 2012?
Amener un pic-nic
Plus d'informations sur le site d'Uniterre ou par téléphone.

La Campagnard SARL, une boucherie au service des producteurs

Petit fils de paysan et boucher, Patrick Waser a débuté la boucherie de campagne et à façon en 2007. Il mène cette activité pendant 3 ans, en parallèle au transport de bétail. Au vue de la demande toujours croissante, il fonde, en 2010, avec son ami Frédéric Bader la SARL La Campagnarde. Leur motivation principale est de travailler véritablement pour les producteurs et les consommateurs, en leur fournissant des produits de qualité, artisanaux, dans un emballage pratique et dans des prix tout à fait raisonnables. Dans cet esprit, ils lancent le carton de 20 kg, avec tous les morceaux. C'est un succès. 80% des cartons sont repris par les producteurs et 20% sont vendus directement aux consommateurs, ils n'ont pas de magasin sur place, tout se fait sur commandes. Ils développent une tournée dans les habitations et participent au marché de Carrouge VD.

Ils travaillent à façon, c'est-à-dire qu'ils abattent l'animal, font rassir la viande, la découpent, la transforment et la mettent sous-vide, en carton de 20kg ou selon la demande du producteur. Pour effectuer ce travail, ils demandent 3.20 Frs/kg tout compris pour des bovins qui apporte 300 kg poids mort. En dessous, le tarif augmente progressivement. Grâce à des contacts entretenus avec d'anciens bouchers du coin, Patrick et Frédéric ont pu apprendre et font perdurer les quelques recettes et techniques traditionnelles qu'ils utilisent aujourd'hui pour façonner les produits. On peut citer le fumage traditionnel, le saucisson vaudois, la saucisse aux choux, le boutefas, etc.

Ils abattent bien entendu les bovins, mais également les porcs, les moutons et les chevaux. Pas de volailles. L'abattoir est à Chexbres dans des locaux loués. Au vu du succès toujours plus grand, ils espèrent augmenter les abattages à 1000 têtes de bétail par année et pouvoir construire leur propre abattoir dans la région.

Plus d'infos au 079 448 67 28 ou 079 361 32 17 E-Mail: lacampagnarde@bluewin.ch

Mandat de négociation!
N'oubliez pas de remplir et renvoyer le mandat de négociation pour les cotisations de défense professionnelle (encarté dans le journal de septembre et téléchargeable sur site).

NYELENI EUROPE: FORUM POUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La parole à la délégation suisse



Dans notre dernière édition, nous avons publié un certain nombre de témoignages des délégués suisses au forum européen sur la souveraineté alimentaire. Voici ceux de Rudolf Strasser, paysan, membre d'Uniterre et du Parti socialiste vaudois et de Ulrike Minkner, vice-présidente d'Uniterre.



Rudolf Strasser, lors d'une plénière aux côtés de Ulrike Minkner et de Cécile Mettraux

- Pourquoi t'es-tu engagé dans la construction du mouvement européen pour la souveraineté alimentaire?

Depuis quarante ans, je suis témoin et acteur dans le système agro-alimen-

taire mondial. J'ai fait des recherches sur la politique agricole commune, et spécialement sur le volet politique structurelle (Plan Mansholt) et sur les nouvelles formes de coopération dans

la production agricole dans les six pays de la CEE et en Suisse. J'étais, je suis paysan moi-même et j'ai cherché des solutions aux excédents laitiers en introduisant la vache allaitante, en adoptant les principes de l'agriculture biologique, le travail en commun, la vente directe. Comme animateur, j'ai travaillé avec une centaine de paysannes et paysans du Sud-Tyrol pour chercher de nouvelles activités lucratives permettant d'assurer une existence dans leurs vallées alpines. J'ai travaillé avec des paysans et paysannes camerounais, tchadiens, togolais, vietnamiens, coréens.

- Quel est ton état d'esprit au retour de ce forum?

Le forum était un très bel événement, un mélange de producteurs et consommateurs, jeunes et vieux, hommes et femmes, de 34 pays d'Europe. Toutes et tous avaient envie d'échanger, de communiquer, d'apporter et d'emporter. J'ai senti une volonté de changer, d'agir. Les organisateurs ont maîtrisé une tâche logistique importante, spécialement dans la facilitation de l'échange avec l'engagement de 50 jeunes interprètes qui faisaient un travail difficile de manière professionnelle, dans la bonne

humeur et bénévole.

- Comment le mouvement européen pour la souveraineté alimentaire peut-il supporter ton action/initiative en Suisse?

Dans un marché globalisé, et spécialement dans l'agro-alimentaire, il est essentiel d'avoir une bonne vue d'ensemble et de travailler en réseau. Connaître les conditions de production et de travail en Espagne, en Ukraine, en Pologne nous permet de mieux comprendre les marchés, les failles et les distorsions du système, suisse, européen, mondial.

- Quel est ton défi, pour toi et ton organisation, après ce forum?

Pour Uniterre, il est essentiel d'élargir la base et d'établir une représentation plus forte dans toutes les régions de la Suisse, en travaillant sur les principes de la souveraineté alimentaire. Renforcer les alliances avec les organisations de consommateurs, les partis politiques, pour devenir une force de proposition incontournable.

Propos recueillis par Anne Gueye Girardet

«Ein besonderes Erlebnis»

Krems war für mich ein besonderes Erlebnis. So viele Menschen, so viele Diskussionen, viel zuhören und viel reden. Manchmal stiess ich an Grenzen der Aufnahmebereitschaft für all die vielen Botschaften. Trotzdem war ich gerne Teil der Delegation von Uniterre.

Vorgängig erhielten wir alle sehr informative Unterlagen zu allen Themen und so waren wir sehr gut vorbereitet. In unserer Arbeitsgruppe war der Diskussionskonsens folgender:



Ulrike Minkner, vice-Présidente et Pierre-André Tombez, Président.

Die Intensivierung und Industrialisierung der Landwirtschaft und Lebensmittelproduktion zieht enorme soziale Ungerechtigkeiten (auch Kosten) und verschlechterte Arbeitsbedingungen nach sich. Hunderttausende von kleinen und mittleren Bauernhöfen und Verarbeitungsbetrieben in Europa wurden dadurch zerstört. Im Rennen um eine möglichst billige Lebensmittelerzeugung spielen

migrantische Arbeitskräfte eine wichtige Rolle. Viele von ihnen kommen nach Europa, weil sie in ihrer Heimat von Agro-Konzernen ihrer Existenzgrundlage beraubt wurden und damit zur Migration gezwungen wurden. Ein weiteres Drama spielt sich auf den Höfen ab. Hohe und weiter ansteigende Arbeitsbelastung, Stress und finanzieller Druck führen oft zu Konflikten innerhalb der bäuerlichen Familien.

In unserer Arbeitsgruppe wurden gemeinsame Schwerpunkte gesetzt:

Wir wollen Netzwerke schaffen zwischen MigrantInnen, Gewerkschaften und bäuerlichen Organisationen.

Wir wollen die Ausbildung in der Landwirtschaft nicht getrennt nach Geschlechtern, sondern gemeinsam gestalten.

Wir wollen versuchen, nicht-bäuerliche Kreise in unsere Projekte einzubinden, resp. wir interessieren uns auch für ihre Projekte und Anliegen.

Wir setzen uns für eine unabhängige Forschung ein.

Wir setzen uns dafür ein, dass auch engagierten jungen Menschen mit nicht-

bäuerlichem Hintergrund der Zugang zu Land ermöglicht wird.

Spannend für uns in der Schweiz ist u.a. folgendes Ziel (eine von vielen Zielen):

«Wir unterstützen Reise- und Bewegungsfreiheit für alle Menschen. Migration ist ein Recht für alle. Migrations- und Arbeitspolitiken führen oft zu Wettbewerb (Konflikten) unter ArbeiterInnen mit unterschiedlichem Rechtsstatus, zum Vorteil der ArbeitgeberInnen. Eine Legalisierung aller Menschen auf europäischem Territorium ist notwendig. Jeder soll sich frei für oder gegen Migration entscheiden können. Wir wollen die Hintergründe der erzwungenen Migration ansprechen».

Ich bin der Überzeugung, dass wir das Thema Migration nicht gewissen ausländerfeindlichen Gruppierungen und Parteien in der Schweiz überlassen dürfen. Wir müssen uns verbünden über die Grenzen hinaus und solidarisch handeln. Situationen wie in Spanien und Italien lassen erschreckt aufhorchen, dort werden migrantische Arbeitskräfte wie Sklaven behandelt. Spanien und Italien sind nicht weit weg. Oft fühle

ich mich wie «David gegen Goliath», zu grosse und zu viele Probleme, nur kleinste Schritte in eine andere Richtung. Die Anwesenheit der vielen jungen Menschen in Krems dagegen war ein richtiger Aufsteller und gab Hoffnung, dass wir gemeinsam gegen das grosse Unrecht angehen.

Ulrike Minkner



Ulrike Minkner, rapporte en plénière les résultats du groupe de travail.

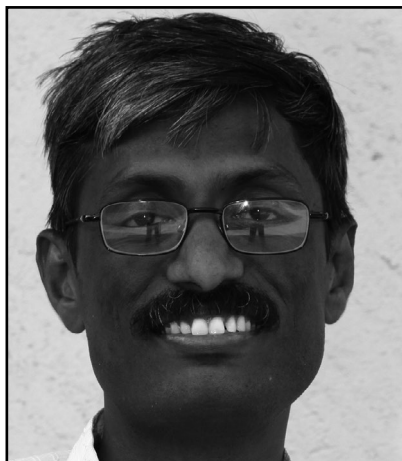
RECHERCHE AGRICOLE

Vers une recherche agricole et alimentaire des paysan-ne-s et citoyen-ne-s?

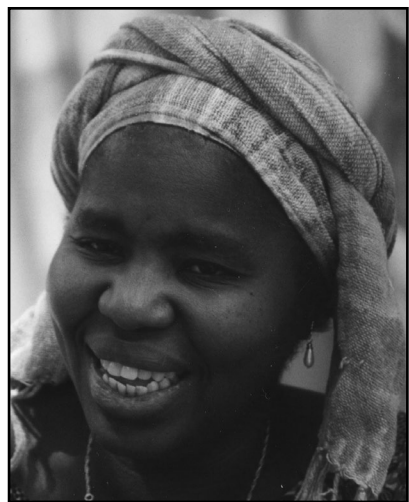
Swissaid organisait les 21-22 septembre 2011 à Berne et Genève un événement public intitulé «Quelle agriculture pour nourrir le monde?» Uniterre a participé à la table ronde sur la recherche agricole à Genève.

Les auditoires du Centre pour le Développement et l'Environnement de l'université de Berne et de la Haute Ecole du Paysage, de l'Ingénierie et d'Agriculture à Genève faisaient salles comblées pour écouter le sombre constat d'une agriculture actuelle envahie par la science moderne et la technologie au chevet d'une production intensive, dont les outils de production et de distribution sont contrôlés par une poignée de multinationales. La «révolution agricole» -imposée aux pays du Sud et basée sur l'augmentation des rendements et de la productivité par la chimie- a dégradé 1/3 des sols cultivés dans le monde et provoque le suicide de 17'000 paysans endettés par an rien qu'en Inde. Sur les 2.6 milliards de producteurs dans le monde, seuls 1% ont des exploitations mécanisées, mais cultivent la moitié des 1'600 millions d'hectares de surfaces cultivées. Ce tableau et ses impacts sur les populations du Sud étaient dressés par Assetou Samaké et Gangula Ramanjaneyulu, des scientifiques du Mali et de l'Inde.

années 60-70, il y avait au Mali une recherche digne de ce nom, notamment sur l'amélioration des très nombreuses variétés locales. Les Etats misaient alors sur l'autosuffisance alimentaire. Mais maintenant «L'Afrique a perdu sa souveraineté alimentaire au profit des autres nations, l'Europe au profit des multinationales». Assetou Samaké réclame la reconnaissance de la diversité culturelle et des savoirs paysans.



Gangula Ramanjaneyulu, chercheur au Centre for Sustainable Agriculture en Inde. Photo: Swissaid



Assetou Samaké, professeure généticienne à l'Université de Bamako. Photo: Swissaid

Gangula Ramanjaneyulu rapporte qu'en Inde, il y avait des milliers de variétés de riz cultivées avant la révolution agricole, alors que maintenant, seule une quinzaine de lignées sont cultivées. L'introduction de l'agro-chimie a été désastreuse en Inde: les responsables de l'explosion de l'usine de pesticide appartenant à Dow Chemicals à Bhopal en 1984, faisant plus de 20'000 victimes, n'ont toujours pas été condamnés. Les suicides de paysans aux pesticides sont massifs et l'introduction des OGM en Inde a fait triplé le prix des semences. «La monoculture est déjà problématique, mais la monoculture avec un seul gène, c'est encore pire». Gangula Ramanjaneyulu dénonce les OGM qui sont «vendus» comme étant la solution face aux changements climatiques et se bat pour la reconnaissance de la sélection participative, à l'exemple de deux variétés locales de riz, résistant l'une à la submersion d'eau lors de crues et l'autre à la sécheresse.

Changement de paradigme

Angelika Hilbeck, chercheuse de l'EPFZ a souligné l'asymétrie du financement de la recherche dans les programmes

européens, avec plus de 95% destinés aux «innovations hightech répondant aux besoins de l'industrie» contre moins de 5% pour le développement de systèmes de production agroécologiques. Pascal Boivin de l'HEPIA, a lui souligné l'échec de plusieurs décennies de projets de recherche et développement agricole menée par des cadres du Nord en Afrique et en Asie car ils sont basés sur des faux postulats, négligeant la diversité des savoirs paysans.

En Suisse, la présence des industries agroalimentaires au sein du Conseil Agronomique et dans la direction des grands projets est problématique (Swiss Food Research, FIOAL, Syngenta).

Il est urgent que les paysans et les citoyens se réapproprient les systèmes agricoles et alimentaires et donc également la recherche agronomique. Un profond changement de la recherche-développement doit être engagé selon un autre modèle économique. Il doit être basé sur des ressources limitées et des cycles de production fermés où l'innovation répond aux intérêts publics et remplace l'innovation technologique qui permet surtout aux industries agroalimentaires d'acquérir de nouvelles parts de marché destinées à l'exportation.

C'est pourquoi il est dangereux que l'EPFZ ait une chaire de recherche en agroécologie financée par Syngenta à hauteur de 10 millions de francs. L'EPF défend la nécessité d'une recherche duale, aussi bien sur la compétitivité et la productivité servant nos industries exportatrices que sur l'agriculture familiale à petite échelle. Un non sens.

Lors du forum Nyeleni Europe 2011, plusieurs pistes d'action ont été esquissées pour résister au système actuel cloisonné et dirigé et pour construire une recherche participative:

- Soutenir la formation de paysan-à-paysan, reconnaître le savoir paysan et leurs expérimentations (semences, génétique animale, protéines locales, filières courtes, dont l'innovation est importante).
- Répertoire et mettre en réseau les études, rapports et expérimentations existantes sur l'agroécologie, via les écoles.
- Améliorer la communication entre les institutions de recherche et les organisations agricoles.
- Amener la société civile dans la gouvernance de la science! Revendiquer un droit de consultation sur l'élaboration des plans de recherche de nos

hautes-écoles.

- Renforcer les échanges de savoirs entre paysans, éleveurs, jardiniers qui sélectionnent des semences locales diverses et reproductibles.

- Promouvoir une recherche holistique qui ne s'arrête pas au système de production, mais considérer l'aval des filières, les aspects politiques et du marché.

- Encourager des études prospectives sérieuses, utilisant des méthodes transdisciplinaires, à long terme.

En conclusion, nous revendiquons une recherche pour une société hors du marché du carbone et basée sur la souveraineté alimentaire au lieu de la productivité.

Anne Gueye-Girardet

Quelle recherche en Suisse pour limiter l'impact de l'agriculture sur le climat?

L'OFAG présentait le 21 octobre 2011 la stratégie climat et agriculture.

Certes, de nombreux projets scientifiques suisses évaluent des innovations technologiques pour diminuer de quelques pour-cent les émissions de protoxyde d'azote et de méthane des engrais et de l'élevage, et pour séquestrer quelques tonnes de CO₂ supplémentaires dans les sols. Mais si ces études sectorielles montrent déjà la complexité du monitoring et des modélisations, elles éludent les vraies questions: comment supprimer les 30% de gaspillage de nourriture tout au long de la chaîne alimentaire, ce qui aurait un impact considérable sur l'utilisation d'énergie et sur les émissions de gaz à effet de serre? Comment définir le cheptel idéal de nos animaux de rente afin d'améliorer autant l'impact sur le climat et l'environnement plus général que pour celui de notre santé (protéines animales dans notre alimentation) que pour la viabilité des exploitations agricoles?

Il existe déjà beaucoup d'analyses, nous n'avons pas le temps d'attendre les résultats de vastes programmes pour agir. A l'approche du COP17 à Durban en décembre 2011, la Via Campesina International vient de lancer un appel pour que les politiques publiques soutiennent la recherche et la formation en agro-écologie.

AGG

AGRICULTURE CONTRACTUELLE DE PROXIMITÉ

L'engouement des paniers gagne la campagne

Le «Panier Bio des 3 Vallons et environs» livre depuis début juin 70 paniers hebdomadaires de légumes bio dans la région de Cossonay à Orbe en passant par Romainmôtier, ainsi que 40 paniers saisonniers «découverte» de produits transformés.

Cette association d'agriculture contractuelle de proximité est née de l'initiative de quatre producteurs Bio de la région, Christian Bovigny de Pompaples, Christina de Raad Iseli de La Sarraz, Cédric Cheseaux de Juriens et François et Alice Devenoge de Dizy. Une année a été nécessaire pour monter le projet: de la publicité pour sonder l'intérêt des consommateurs, à l'investissement de départ et à l'organisation de nouvelles productions, surtout maraîchères. «La région de Cossonay-Orbe s'urbanise de plus en plus, il y a une toute une frange de la population qui n'a plus de jardin potager et qui est demandeuse de produits Bio. Avec un bassin de 10'000 ménages, nous avons pour objectif de livrer 300 paniers dans 4 ans» explique Christian Bovigny.

Des paniers pour avoir un accès à la terre

Christian Bovigny est «paysan sans terre» et peut, grâce à cette ACP, cultiver des légumes en collaboration avec deux agriculteurs bio de Moiry et Juriens: «Nous avons démarré avec deux tunnels et un terrain en plein champs; l'ACP nécessite en effet peu de superficie, mais il nous manque en Suisse une facilitation à l'installation relayant l'information sur des terres disponibles».

Si les producteurs sont à l'origine du projet, les consommateurs ne sont pas pour autant inactifs au sein de l'association: un représentant des consommateurs est élu au comité, et chaque consommateur peut participer aux travaux des champs



La mise en paniers à Juriens.

et ainsi payer un peu moins cher son panier. Lors du lancement, l'échange producteur-consommateur s'est noué lors d'un pic-nic à la ferme et d'une soirée d'informations, puis continue via une info électronique hebdomadaire et également aux 3 des 8 points de dépôt des paniers qui se trouvent à la ferme, où d'autres produits peuvent d'ailleurs être achetés directement au producteur. Par ailleurs, des abonnements sont proposés pour des œufs et du fromage qui sont également déposés sur les points de distribution.

Des paniers pour développer la vente directe

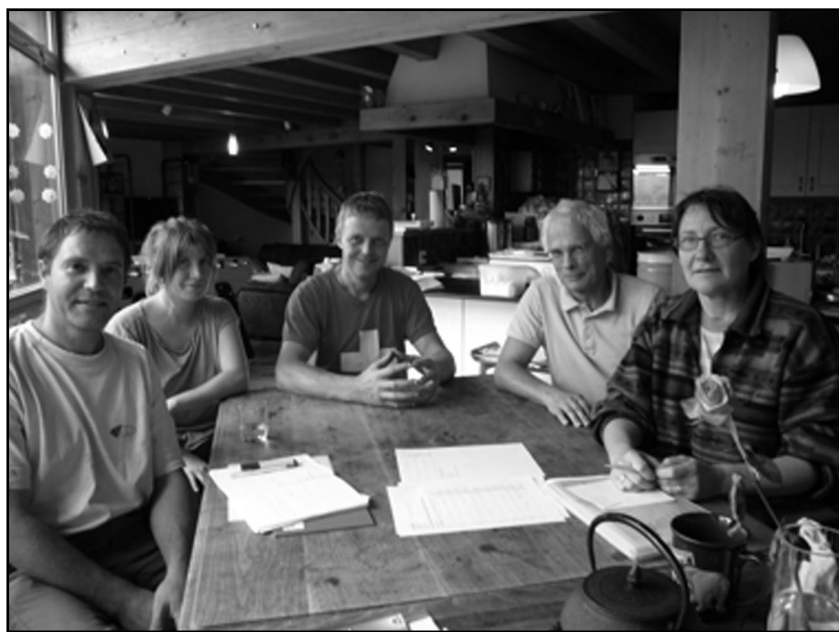
Un panier saisonnier de produits transformés permet aux consommateurs de découvrir d'autres produits issus de ces fermes tels l'avoine en flocons ou gruaux, des meringues, des fromages de chèvre, des saucisses séchées, du cidre, des confitures ou de l'huile. «Nous avons plein d'idées pour développer la contractualisation de produits issus de nos fermes, avec du pain au

levain, du lait et des produits carnés, mais nous devons encore plancher sur l'infrastructure» note Christina Iseli. «Mais il est clair que les paniers sont un maillon de la promotion de la vente directe au sein de nos fermes» ajoute Alice Devenoge.

Des paniers équitables et attrayants

Le prix des produits est rémunérateur pour les producteurs et reste attrayant pour les consommateurs puisque qu'il est environ 10% moins cher qu'au détail en supermarché, grâce à la régularité de l'écoulement. «Nous souhaitons que les produits bio soient accessibles à tous, et particulièrement dans une région non élitiste qu'est la nôtre» insiste Cédric Cheseaux.

Anne Gueye Girardet



Christian Bovigny, Alice Devenoge, Cédric Cheseaux, Gilles Dolivo et Christina de Raad Iseli.

Agenda

4 novembre: comité d'Uniterre, Fribourg

5 novembre: 10h15-16h: première rencontre nationale accès à la terre, Humanus Haus, Beitenwil-Rubigen

8 novembre: audience et jugement des 4 inculpés d'Uniterre, 8h30 Bulle

21 au 26 novembre: à Strasbourg. Formation politique et syndicale jeunes via campesina europe (inscriptions possibles).

10 novembre: conférence de Guy Kastler, réseau semences paysannes et Confédération paysanne à Lausanne.

AUDIENCE ET JUGEMENT POUR LE PROCÈS DES 4 INCULPÉS SUITE À L'ACTION À PRINGY EN 2009

3 producteurs fribourgeois d'Uniterre ainsi que le Président d'Uniterre sont sous le coup d'une inculpation depuis l'action qui avait pour but de demander l'application du règlement pour la gestion des quantités de la Fédération des sociétés fribourgeoises de laiterie (FSFL).

Pourtant, ce qui était dénoncé en 2009 - un refus de gestion des quantités - a bien provoqué le marasme laitier que nous vivons aujourd'hui. Les quantités supplémentaires ont toujours été critiquées par Uniterre. Le fait qu'elles aient été octroyées sans s'assurer d'un écoulement possible à un prix rémunérateur est inadmissible. Depuis toujours, Uniterre s'est engagé pour une gestion stricte des quantités afin d'atteindre qualité et prix rémunérateurs. Il est aussi à l'origine de la démarche AOC Gruyère qui a permis la protection du nom. En gérant les kg d'après le marché, un prix peut être obtenu (à l'exception du lait de dégagement de la filière Gruyère qui aujourd'hui est bradé et ne devrait plus être produit). Ce ne sont pas les bonnes personnes qui sont aujourd'hui sur le banc des accusés!

Nous vous invitons nombreux à soutenir vos collègues:

MARDI 8 NOVEMBRE 2011 DÈS 08h30

AU TRIBUNAL DE BULLE (CHÂTEAU DE BULLE).

IL EST CRUCIAL QUE NOS COLLÈGUES, INJUSTEMENT INCULPÉS POUR AVOIR DÉNONCÉ DES PRATIQUES LAXISTES, SOIENT LARGEMENT SOUTENUS!